

Travaux du conseil de gouvernement du 23 février 2012

M. Benkirane : Le droit de manifester doit obéir aux dispositions de la loi

Le droit de manifester et d'exprimer des revendications sociales est légitime, mais doit obéir aux dispositions de la loi, a affirmé jeudi à Rabat, le chef de gouvernement, M. Abdelilah Benkirane.

M. Benkirane a indiqué dans un point de presse, à l'issue du conseil de gouvernement, que des actions de protestation ont connu ces derniers temps des dépassements qui ne sauraient perdurer, comme l'occupation du domaine public, ajoutant que le gouvernement, qui "reste toujours ouvert au dialogue, assumera ses obligations pour faire respecter la loi".

Il a, à cet égard, assuré que le gouvernement est déterminé à examiner toutes les mesures susceptibles de traiter la problématique de l'emploi, selon des règles claires, précisant que tous les postes d'emploi disponibles seront attribués "en toute transparence, loin de tout clientélisme ou favoritisme".

M. Benkirane a également rappelé que le gouvernement procédera au lancement de programmes de qualification des lauréats des universités, de sorte à promouvoir l'auto emploi, appelant à la consécration des valeurs de travail, d'équité et de transparence, autant de valeurs qui sont le socle pour l'édification de tout Etat.

Il a insisté sur la bonne gouvernance qui favorise le climat pour l'attrait des investissements étrangers.

Adoption de 2 projets de décret relatifs à la vente de poisson en gros et la modification du droit de douane sur l'importation du blé dur et du blé tendre

Le conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat sous la présidence du chef de gouvernement, M. Abdelilah Benkirane, a adopté deux projets de décret relatifs à la vente de poisson en gros et à la modification du droit de douane sur l'importation des blés dur et tendre.

Le premier projet de décret n° 21271, qui concerne plus de 3500 vendeurs de poisson en gros, permet à l'administration de définir ses modes d'application, notamment pour ce qui est des modèles de documents à fournir par les bénéficiaires à l'administration compétente, dont l'autorisation d'exercer cette activité, les procédures de délivrance, de dépôt ou de retrait de la carte de vendeur de poisson en gros.

Cette mesure vise à structurer le secteur de vente de poisson en gros, ce qui permettra de promouvoir davantage l'activité du marché, et partant augmenter la consommation du poisson par les Marocains et faciliter l'accès à cette denrée dans des conditions appropriées.

Le deuxième projet de décret n° 21272, relatif à la modification du droit de douane sur l'importation des blés dur et tendre, vise à garantir un approvisionnement normal du marché intérieur en blé tendre et dérivés, à travers la prorogation de la période de non imposition de cette taxe à fin avril prochain pour ce qui est du blé tendre et à fin mai prochain en ce qui concerne le blé dur.

Cette mesure tend à faire face à l'augmentation des prix du blé dur et du blé tendre, vu la poursuite de la hausse des prix à l'échelle mondiale et sachant que le Maroc devrait importer une quantité allant de 10 à 11 millions quintaux de blé tendre entre la période allant du 1er mars à fin mai prochain.

Le conseil de gouvernement adopte deux projets de loi relatifs à la justice de proximité et à l'ordre national des médecins

Le conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat sous la présidence du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a adopté deux projets de loi relatifs à la justice de proximité et à l'ordre national des médecins, ainsi que deux conventions internationales.

Il s'agit du projet de loi 09.12 complétant les dispositions de l'article 7 de la loi 42.10 relative à l'organisation de la justice de proximité et à la définition de ses compétences. Ce projet vise à harmoniser la loi 42.10 avec les dispositions de l'article 124 de la Constitution selon lequel "les jugements sont rendus et exécutés au nom du Roi et en vertu de la loi", précise un communiqué du chef de gouvernement.

A cet égard, le conseil a approuvé l'application de cette adaptation au projet de loi 65.11 modifiant et complétant les articles 50 et 375 du Code de procédure civile.

Le second projet de loi 08.12 relatif à l'Ordre national des médecins, présenté par le ministre de la Santé, Houssein El Ouardi, a pour objectif de revoir la nature des missions de cette instance, les compétences des conseils nationaux et régionaux qui en dépendent et les attributions de leurs présidents.

Ce texte fixe les modalités d'élection des membres de ces conseils et de nomination du président du conseil national, les ressources de l'ordre national, de même qu'il institutionnalise l'assemblée générale des conseils des médecins et dote l'ordre d'un règlement disciplinaire, applicable en particulier pour les médecins du secteur public.

L'élaboration d'une loi régissant l'Ordre national des médecins a été lancée en 2006, en concertation avec 14 syndicats et organisations représentatives des médecins.

Entre autres, les nouvelles missions de cette instance consistent à contribuer à la promotion du secteur de la santé, à la lutte contre l'exercice illégal de la profession, à l'élaboration de la politique de santé, de veille éthique, de protection sociale et de défense de la déontologie et à la formation continue au profit des médecins.

Au cours de cette réunion, le conseil a adopté deux projets de loi présentés par le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Youssef Amrani, aux termes desquels le Maroc approuve deux conventions internationales.

Le premier projet de loi 10.12 porte approbation de l'Acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, signé le 2 juillet 1999, alors que le second projet 11.12 entérine l'arrangement de Strasbourg relatif à la classification internationale des brevets (24 mars 1971).

Ce dernier accord instaure un système international unifié en matière de classification des brevets, des certificats d'inventeurs, des modèles et certificats d'utilité.